

**Contribution de l'AFORST à la consultation publique de l'ARCEP relative à la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle locale et l'articulation avec le développement du THD et transmise pour avis à L'Autorité de la Concurrence**

*Le 27 novembre 2009*

A titre préliminaire, l'AFORST remercie le régulateur de lui permettre de participer à sa réflexion sur l'élaboration du cadre technique et réglementaire applicable à la montée en débit à travers la mise en œuvre de solutions d'accès à la sous-boucle locale cuivre et préparant le déploiement des réseaux FttH.

Les membres de l'AFORST répondront chacun en leur nom aux questions posées par l'Autorité.

Néanmoins, compte tenu des enjeux économiques, l'AFORST souhaite faire part à l'Autorité de remarques qu'appelle l'ensemble du document soumis à consultation publique.

Permettant de résorber la fracture numérique et de satisfaire aux besoins de nos concitoyens, la montée en débit dans les territoires est une nécessité à laquelle l'AFORST souscrit pleinement. Aussi, elle tient à réaffirmer sa volonté et son engagement aux côtés des acteurs du marché qui inscrivent leur action dans cette démarche.

Plus généralement, la nécessité d'améliorer les débits repose la question de la qualité de service des offres de l'opérateur historique et en particulier de la légitimité qu'a France Telecom de limiter ses engagements à la seule garantie de la continuité métallique de la boucle en qualité téléphonique alors même qu'une partie du tarif du dégroupage est utilisée pour la maintenance de la paire de cuivre.

S'agissant des solutions techniques proposées pour assurer une montée en débit effective dans les territoires, l'AFORST souhaite mettre en garde le régulateur sur le choix de solutions qui auraient pour effet de créer des distorsions de concurrence entre les opérateurs.

Il appartient donc à l'AFORST de se prononcer, en faveur d'une solution économiquement et technologiquement neutre.

Le choix d'une des trois solutions techniques proposées par l'Autorité impose au préalable que ne soient pas remis en cause les investissements déjà réalisés et l'équilibre concurrentiel du marché.

Dans ce contexte, l'AFORST rejette la solution transitoire de « bi-injection » et la solution globale de « réaménagement de la sous-boucle » qui obligeraient les opérateurs alternatifs à réinvestir massivement dans des équipements d'accès à la sous boucle sous peine de redevenir dépendant de l'opérateur historique tant en matière de calendrier, de collecte que de colocalisation.

En effet, il apparaît que tous les opérateurs présents au dit NRA seraient contraints d'investir pour rester compétitifs commercialement avec ceux qui auront l'accès aux informations, l'usage privilégié de capacités techniques, les ressources financières ou la part de marché suffisante pour rentabiliser à moyen terme cet investissement.

Ces deux solutions représenteraient ainsi une régression des conditions de concurrence d'autant plus grande qu'elles pourraient être associées à des subventions publiques permettant à France Télécom de moderniser, à moindre frais et au détriment de la concurrence, ses infrastructures.

Pour l'AFORST, seule la solution technique du « déport de signal » apparaît satisfaisante respectant les principes d'équilibre concurrentiel et de rationalité économique. Elle éviterait ainsi la duplication des investissements et ne remettrait pas en cause les efforts d'investissement passés.

Cette solution pourrait être naturellement intégrée dans le cadre des obligations de France Telecom au titre du dégroupage de la boucle locale et devrait être réalisée dans des conditions compatibles avec la régulation applicable au très haut débit.

En particulier, il conviendra de veiller strictement à ce que les déploiements financés grâce aux provisions constituées et destinées au renouvellement du réseau ou rétribués par des fonds publics soient ouverts et accessibles aux opérateurs alternatifs et respectent le principe de neutralité technologique.

Enfin, l'AFORST constate que l'attention du régulateur concernant les réseaux NGA/NGN se concentre actuellement sur le déploiement dans les zones très denses. Or, l'AFORST rappelle que ce déploiement ne peut se faire indépendamment de celui des autres zones du territoire national. Plus précisément, il n'est pas opportun de dissocier la montée en débit des territoires du débat sur le déploiement du FttH en dehors des centres villes. En effet, la réorganisation des réseaux de collecte doit répondre aux impératifs du droit de la régulation pour ne pas créer des nouveaux goulots d'étranglement pour le FttH.

Plus généralement, l'AFORST souhaite que le régulateur propose une stratégie d'augmentation des débits dans les territoires et se prononce notamment sur l'origine des ressources financières indispensables à la réalisation de ce chantier a fortiori dans la mesure où une partie des investissements qui seront réalisés seront recyclés au bénéfice de la couverture en très haut débit.

Dès lors, si la montée en débit est une nécessité en particulier dans les zones à habitat dispersé dont les citoyens et entreprises demandent une qualité d'accès équivalente à celle des centres urbains, elle ne doit pas avoir pour effet de créer de graves distorsions de concurrence entre les opérateurs.